



Architecture de terre et femme Peul à Tindirima dans la boucle du fleuve Niger.  
Photo: Catherine et Bernard Desjeux

## Le mot du Directeur Général



Depuis trois ans, la BANK OF AFRICA – MALI a entrepris un certain nombre de réformes visant à l'amélioration de ses moyens matériels et de son organisation ainsi qu'à la pérennisation d'un bon niveau de rentabilité. A l'issue de cet exercice 1999, les investissements entrepris en matière immobilière ont été achevés. La Banque est maintenant propriétaire d'un nouvel immeuble fonctionnel abritant le siège et les agences de Bamako.

Le système d'information a été modernisé par la mise en œuvre d'une nouvelle version du progiciel DELTA BANK en octobre dernier.

La politique de ressources humaines a été redynamisée afin d'accroître la motivation des collaborateurs et leur sens des responsabilités.

Dans une conjoncture difficile et une situation de concurrence accrue, l'arrêté des comptes de l'exercice 1999 fait ressortir un résultat net de 466 millions de F CFA, après un nouvel effort important de provisionnement des créances en souffrance.

Le total du bilan passe de 50 158 millions de F CFA à 53 654 millions de F CFA, soit une progression de 7% par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts clientèle ont beaucoup moins progressé que les emplois – respectivement + 1,5% et + 14,0 % -, ces derniers étant poussés par les besoins de financement accrus de la clientèle.

Le Produit Net Bancaire se situe à un niveau très proche de celui de 1998 avec un montant de 4 790 millions de F CFA permettant une nouvelle fois d'assurer une couverture des risques satisfaisante.

Quant aux frais généraux de l'exercice, les frais de personnel ont été relativement bien contenus, alors que les frais généraux divers ont été notamment alourdis par l'accroissement très sensible des loyers de crédit-bail, formule utilisée pour financer le renouvellement du parc de matériel informatique.

Le plan d'Actions pour l'an 2000 comprend 2 grands axes prioritaires :

- la poursuite de la restructuration de la Banque ;
- la relance d'une croissance harmonieuse, ce dernier axe englobant :
  - une intensification de la collecte des ressources de la clientèle,
  - un renforcement des procédures de distribution du crédit,
  - l'identification de nouvelles pistes de développement,
  - la consolidation de l'intégration au sein du groupe BANK OF AFRICA et l'exploitation maximale des synergies offertes par l'existence de celui-ci.

La mise en œuvre de ce Plan devrait donner à la Banque les moyens nécessaires pour entreprendre de nouvelles étapes de son développement.

**Michel LE BLANC**

Directeur Général

## Quelques faits marquants de l'exercice 1999

Au cours de l'année 1999

### 1<sup>er</sup> Janvier

- Augmentation généralisée des salaires du Secteur Bancaire au Mali (+10%).

### 19 Mai

- Entrée dans le nouveau siège de la Banque, dans le quartier Bozola de Bamako.

### 31 Mai

- Ouverture d'un Bureau à Sadiola, sur le site de la Mine d'or exploitée par la SEMOS.

### 4 Octobre

- Lancement de la Version 5 du progiciel DELTA BANK.

### 9 Octobre

Prises de participation dans deux Sociétés aux activités connexes à celles de la Banque :

- Assurances Générales du Mali, pour 40 millions de F CFA ;
- Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali, pour 20 millions de F CFA.

### Dernier trimestre

Préparation du passage à l'an 2000 avec :

- programme de simulations,
- modification de certains matériels,
- mise en place d'une veille technologique,
- élaboration d'un plan de secours.

### Décembre

- Changement de Directeur Général.

## Les chiffres-clés de l'exercice 1999

Activité	
Dépôts clientèle*	43 389
Créances*	27 686

Résultat	
Produit Net Bancaire*	4 790
Charges de fonctionnement*	2 545
Résultat Brut d'Exploitation*	2 103
Résultat Net*	466
Coefficient d'exploitation (%)	56,1

Structure	
Total Bilan*	53 654
Fonds Propres (Avant répartition)	3 931
Fonds Propres* (Après Répartition)	3 711
Fonds Propres/Total bilan (%)	6,92
Effectif en fin d'exercice	136

(\*) En millions de F CFA

## Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, de 12 membres, est actuellement composé comme suit :

MM.

- Boureima SYLLA, Président
- Mamadou Amadou AW
- Paul DERREUMAUX
- Waly DIAWARA
- Amara DOUCOURE
- Alpha Hampaté GAMBY
- Serge KAPNIST
- Tidiani KOUMA
- Ernest RICHARD
- Amadou Ousmane SIMAGA
- Mamadou SYLLA
- Mamadou MAIGA (AFRICAN FINANCIAL HOLDING – AFH)

## Répartition du capital

Montant : 2 000 000 000 F CFA

Divisé en 400 000 actions de 5 000 F CFA

ACTIONNAIRES PRIVÉS NATIONAUX	57,74%
AFH	29,56%
PROPARCO	2,50%
UNIFIDA	6,87%
BOA-BENIN	3,33%

## **Rapport du Conseil d'Administration**

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 mai 2000 pour l'exercice social 1999.

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil d'Administration de votre Banque vous a réuni ce jour, en Assemblée Générale Ordinaire, pour soumettre à votre approbation le bilan et le compte de résultats de l'exercice 1999 de la BANK OF AFRICA – MALI (BOA-MALI).

Le rapport qui vous est soumis comporte deux parties :

- un aperçu du contexte économique et monétaire de l'exercice 1999 ;
- une analyse des Comptes de Bilan et de Résultats de l'exercice 1999.

### **Le cadre économique et financier de l'exercice 1999**

Après la crise asiatique, l'économie mondiale semble évoluer vers une stabilité. Cependant, tous les dangers ne sont pas écartés dans le sud-ouest asiatique. En effet, bien que l'on assiste à une amélioration de l'économie de la plupart des pays et, notamment celle de la Corée du Sud, certains pays tels que la Malaisie, la Thaïlande et l'Indonésie continuent à avoir des taux de chômage de 4,5%, 10%, et 12%, conséquence du séisme financier qui a secoué ces pays lors de la crise et qui est susceptible d'entraîner des remous sociaux aux conséquences graves.

C'est pourquoi il est impératif pour ces pays de procéder urgemment à un assainissement de leurs systèmes financiers garants de la relance économique.

Les perturbations relatives à l'ébranlement du sud Ouest Asiatique n'ont pas épargné les pays en transition, tels que le Brésil, la Russie et les pays de l'Europe Centrale et Orientale. Les deux premiers ont été contraints de dévaluer leurs monnaies tandis que les autres verront leur taux de croissance limité à 1,9% en raison notamment de la guerre du Kosovo.

Quant aux deux grands de l'Asie, la Chine et l'Inde, dont les économies sont moins ouvertes et qui ont faiblement ressenti la tempête asiatique, la croissance en 1999 aura été soutenue malgré un léger repli par rapport à l'année précédente : 6,6% pour la Chine et 5,2% pour l'Inde.

A l'exception de l'Afrique du Sud pénalisée par un retrait massif des capitaux et une montée des taux d'intérêt avec une croissance de seulement 1%, l'Afrique en général a enregistré un taux de croissance moyen de +3% malgré les conflits armés dont elle est le théâtre et cela en raison de sa faible intégration dans l'économie mondiale et l'absence de marchés financiers développés.

L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), avec un taux de croissance de +5,3%, reste malgré tout une des régions les plus dynamiques du monde. Il n'en

demeure pas moins qu'elle devrait enregistrer un taux de croissance de +6 à 7% l'an pour mieux combattre la pauvreté qui frappe durement tout le continent.

Sur le plan national, après une baisse du taux de croissance en 1998 - +3,8% sur l'année contre 6% en 1997 -, le Mali a retrouvé un niveau de croissance élevé de +5,3% en 1999 avec comme secteur de croissance par excellence le secteur primaire qui contribue à plus de 43% au Produit Intérieur Brut (PIB). Le PIB passerait ainsi de 1 527 milliards de F CFA en 1998 à 1 658 milliards de F CFA en 1999.

En effet, la campagne agricole 1998-1999 a enregistré une augmentation des récoltes par suite d'une bonne pluviométrie : les céréales passent de 1 902 121 tonnes en 1998 à 2 253 823 tonnes en 1999, soit une hausse de +11,3% ; le coton fibre passe de 522 903 tonnes en 1998 à 567 378 tonnes en 1999, soit +8,5% d'augmentation. Le cheptel quant à lui ne connaîtra qu'une faible augmentation de son effectif de +2,8%.

Le secteur secondaire, qui est la deuxième principale composante du PIB, aurait connu une légère décroissance de -0,2%. On notera que la production d'or au titre de 1999 a été de 20 644 kilogrammes.

Pour le tertiaire, la croissance enregistrée ne serait que de 2,9% en 1999.

Le taux de croissance de la population est estimé à +2,2% en 1999.

Le taux d'inflation qui s'était élevé jusqu'à +4,7% en 1998 en raison du renchérissement de certaines denrées de première nécessité ne serait en 1999 que de 2,9%. La politique budgétaire, basée sur la rigueur, a permis d'enregistrer un déficit budgétaire qui ne serait que de l'ordre de 3% du PIB. La masse salariale a été contenue et le ratio masse salariale/recettes fiscales satisfait largement la norme communautaire, car inférieur à 40%.

La situation monétaire a été marquée en 1999 par une détérioration des avoirs extérieurs nets, une hausse du crédit intérieur et un accroissement de la masse monétaire de plus de 8%.

Après un déficit de 31,2 milliards de F CFA en 1998, il est attendu un excédent de la balance des paiements de 15 milliards de F CFA en 1999. Mais ce redressement spectaculaire serait imputable aux opérations financières dont le solde passe de 90,8 milliards de F CFA en 1998 à 144,7 milliards de F CFA en 1999.

*A contrario*, les transactions courantes se sont fortement détériorées, notamment suite à la baisse des cours du coton et de l'or, les deux principaux produits d'exportation du Mali.

Le Mali connaît depuis 1996 des insuffisances dans la fourniture d'électricité aux différents secteurs d'activité économique, se traduisant par des délestages fréquents dans la période mars à août.

Cette crise énergétique a pris une ampleur sans précédent au cours de l'année 1999,



notamment par suite d'une augmentation de la demande qui est passée de 60,7 MW en 97, à 79,1 MW en 99, soit une hausse de +30,3%.

Les effets de cette crise sur les agrégats macro-économiques semblent cependant être restés limités. Ils engendreraient une perte d'un point de croissance dans le secteur secondaire et auraient un impact insignifiant sur le niveau d'inflation et sur la balance des paiements.

Néanmoins, la baisse d'activité temporaire due aux délestages a eu des conséquences sur les trésoreries d'entreprises, et a notamment induit des arrières de recouvrement sur les impôts et taxes.

En dehors de l'E.D.M. pour les raisons évoquées ci-dessus, les gros pourvoyeurs de fonds dans l'économie du Mali ont connu des difficultés de trésorerie au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 1999.

Pour la Régie des Chemins de Fer du Mali (RCFM), la rupture du trafic étalée sur 45 jours sur l'axe Dakar-Bamako suite à l'effondrement du pont de Same a causé d'énormes difficultés de trésorerie toujours sensibles actuellement, le trafic ayant été détourné sur d'autres axes.

Pour la CMDT, la chute du cours du coton a mis au jour une gestion imprévoyante et très peu économe se traduisant par une perte d'exploitation importante et des difficultés de trésorerie, que nous espérons passagères.

Ces difficultés se sont répercutées sur les nombreux fournisseurs et sous-traitants entraînant un relatif assèchement des trésoreries et des ressources du système bancaire.

Pour le système bancaire, l'exercice 1999 a été marqué par l'arrivée sur le marché de deux nouvelles Banques : BICIM et ECOBANK, qui ont été pleinement opérationnelles dès le début de l'année écoulée.

## ***Examen du bilan et des comptes de l'exercice 1999***

Le total du bilan a progressé de +7%, passant de 50 158 millions de F CFA à fin 1998 à 53 654 millions de F CFA au 31 décembre 1999.

Dans cet ensemble, les dépôts clientèle n'ont connu qu'une progression relativement faible de +1,5% en 1999 – contre +16% en 1998 – compte tenu des difficultés conjoncturelles relatées ci-dessus et de la concurrence accrue avec l'arrivée de deux nouvelles banques sur la place.

La hausse des dépôts sur 2 ans est essentiellement le fait des dépôts à vue détenus par les entreprises ou les organismes institutionnels, les dépôts à terme et comptes d'épargne étant quasiment stables, après le rattrapage en 1999 de la chute intervenue en 1998.

Au 31/12/1999, les dépôts à vue représentaient 70,5% des ressources clientèle, les dépôts à terme 8% et les comptes d'épargne 21,5%.

Les emplois de trésorerie ont par contre enregistré à nouveau une forte croissance de +14% en 1999 après l'augmentation de près de 20% connue en 1998. Il est vrai que les difficultés des principaux opérateurs économiques du Mali au 2<sup>ème</sup> semestre 1999 ont aggravé les tensions de trésorerie chez nombre de fournisseurs et sous-traitants et poussé à une utilisation intensive des facilités de caisse ou découverts.

Les comptes débiteurs ont ainsi vu leur volume s'accroître le plus avec une progression de 23% sur l'exercice.

L'encours de crédits à moyen ou long terme a, par contre, connu une réduction de près de 2 milliards de F CFA conformément aux objectifs d'allègement imposée par la réglementation prudentielle.

Quant aux engagements par signature, leur volume a légèrement régressé – de 3,9% sur l'année sous revue – tout en restant à un niveau élevé de plus de 18 milliards de F CFA en fin d'année. Mais le volume moyen sur l'exercice est en progression sensible par rapport à 1998.

Les Agences régionales participent aux ressources clientèle à hauteur de 5,5 milliards de F CFA fin 1999, soit 13% du total des dépôts collectés par la Banque, et aux emplois à hauteur de 2,5 milliards de F CFA, soit près de 9% de l'ensemble des concours en trésorerie.

Le nombre de comptes est passé globalement de 30 586 au 31/12/1997 à 35 084 au 31/12/1998 et 37 867 au 31/12/1999.

En dépit du ralentissement constaté de l'augmentation d'ensemble, la progression du nombre de comptes courants de sociétés est restée très forte, confirmant notre notoriété après des entreprises.

Les immobilisations corporelles se sont accrues de 850 millions de F CFA, du fait de la fin des travaux sur le nouveau siège.

Cette augmentation a été compensée par une réduction équivalente de nos titres de placement, dont le volume a été ramené de 2 177 millions de F CFA à 1 312 millions de F CFA.

Au sein des 5 600 millions de F CFA de produits de l'exercice 1999, les produits des capitaux prêtés et les commissions sur opérations et cautions représentent respectivement 68% et 32% de l'ensemble.

Durant cet exercice, les produits de capitaux prêtés se sont accrues de près de 500 millions de F CFA et les commissions sur opérations hors bilan de près de 300 millions de F CFA, ce qui a permis de compenser assez largement la nette

contraction des gains sur opérations de change.

Au total, le produit net bancaire, qui atteint 4 790 millions de F CFA sur l'année sous revue, est en recul d'une centaine de millions de F CFA seulement par rapport à 1999.

Sur le plan des frais généraux, l'exercice est marqué par :

- une progression relativement limitée des frais de personnel qui passent de 964 millions de F CFA à 1 066 millions de F CFA, compte tenu essentiellement de l'augmentation générale de 10% des salaires intervenue en début d'année.
- une augmentation sensible des autres frais généraux, dont le volume passe globalement de 1 183 millions de F CFA à 1 478 millions de F CFA, soit 25% d'augmentation sur l'exercice. Les redevances de crédit bail liées à nos importants investissements en matériel informatique et en véhicules, les frais de personnel extérieur, les coûts de publicité et les dépenses de logiciels informatiques sont les principaux facteurs de cette poussée.

Sur la base d'un effort de provisionnement identique à l'exercice 1998 pour la couverture des créances en souffrance et de reprises de provisions plus favorables que l'année précédente, l'exercice 1999 permet de dégager un résultat net positif de 465 755 646 F CFA, en repli de 18,4% par rapport aux 571 millions de F CFA atteints en 1998.

Au vu de ce bénéfice et du report à nouveau antérieur, notre Conseil d'Administration vous propose :

- la distribution d'un dividende brut de 220 millions de F CFA, qui représente un revenu net, après Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM), de 10% par action, contre 8,5% en 1998 ;
- l'affectation en réserves et en report à nouveau d'une somme globale de 245 755 646 F CFA qui permet de porter nos fonds propres après répartition à 3,7 milliards de F CFA en vue de faciliter le respect de ratios prudentiels qui ont été durcis début 2000.

Notre plan d'actions stratégiques pour l'an 2000 tourne autour de cinq pôles : le renforcement du contrôle des services et des opérations ; le développement d'une politique de ressources humaines plus moderne, dans le but de renforcer la mobilisation du personnel au service de la Banque et l'efficacité des équipes ; l'amélioration de la qualité du portefeuille et du respect des ratios prudentiels ; l'intensification des actions de recouvrement ; la maîtrise maximale des charges d'exploitation.

Ce plan s'est traduit notamment par la mise en place d'un nouvel organigramme au cours du premier trimestre 2000 ainsi que par le renforcement des effectifs dédiés aux actions commerciales de prospection, d'une part, et aux actions de recouvrement, d'autre part.

Il implique aussi, en matière d'exploitation, pour toute l'année en cours, une pause dans la distribution des crédits, pause jugée prioritaire en raison d'une conjoncture économique nationale qui devrait rester difficile du fait principalement de l'environnement traversé par la filière coton.

La mise en œuvre combinée de ces politiques de rigueur et de prudence devrait assurer le maintien d'une rentabilité satisfaisante de la banque et la poursuite de la consolidation de ses structures.

Ces objectifs ne seront atteints que si, une fois de plus, le personnel se mobilise au service de la Banque en cherchant à apporter un service de qualité à la clientèle.

Nous ne doutons pas de sa volonté de toujours progresser dans ce domaine, et l'en remercions par avance au nom de l'ensemble des Actionnaires de la Banque.

## **Rapports du commissaire aux comptes**

### **Rapport général du commissaire aux comptes**

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux articles 710 et suivants de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, et en exécution du mandat de Commissariat aux Comptes qui nous a été confié par votre Assemblée Générale Ordinaire du 26 Juillet 1996, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport général au titre de l'exercice couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 1999.

Nos travaux ont comporté les sondages, tests et autres procédés de vérifications jugés nécessaires en la matière et ont porté sur :

- le contrôle des comptes annuels de la BANK OF AFRICA – MALI tels que joints au présent rapport en son point II et comportant le Bilan, le Compte de résultats et autres annexes.
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et notamment par l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique.
- le contrôle du respect de la réglementation bancaire et des normes prudentielles de l'UEMOA.

L'établissement des Etats Financiers est de la responsabilité de la Direction Générale de la Banque. Les comptes annuels sont arrêtés par le conseil d'Administration et sous sa responsabilité conformément à l'article 715 de l'Acte Uniforme de l'OHADA.

Il nous appartient d'exprimer sur la base de nos contrôles une opinion sur la régularité, la sincérité et l'image fidèle de ces comptes.

### **Opinion sur les comptes annuels**

Nos contrôles ont été effectués conformément aux normes internationales de révision et ont consisté en l'examen des éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes, l'appréciation des principes comptables suivis, des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes.

Nos diligences ont été effectuées selon les textes réglementaires de la BCEAO et en accord avec les normes d'audit internationales, qui prévoient que notre audit est planifié et réalisé de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne sont pas

entachés d'anomalies, d'inexactitudes ou d'irrégularités significatives.

A notre avis, les états financiers arrêtés au 31 décembre 1999 conformément aux normes et principes comptables généralement admis et faisant apparaître :

	F CFA
Total du bilan	53 653 742 428
Résultat bénéficiaire net	465 755 646
Total d'engagements hors bilan donnés	18 227 795 920
Total d'engagements hors bilan reçus	22 431 130 691

Sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice 1999 ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque à la fin de cet exercice.

### ***Vérifications relatives au respect de la réglementation bancaire et aux normes prudentielles de l'UEMOA***

Ces vérifications ont porté sur :

#### **Le classement des risques en souffrance et les règles minimales de provisionnement.**

L'examen du crédit de trésorerie de la Banque au 31/12/1999 a abouti aux constats suivants :

- Les créances en souffrance (créances impayées ou immobilisées et créances douteuses ou litigieuses) se chiffrent à F CFA 10 050 440 845 au 31/12/1999, contre F CFA 8 851 332 976 au 31/12/1998.  
Elles ont été globalement provisionnées à FCFA 7 669 804 912 au 31/12/1999 contre FCFA 6 620 827 989 au 31/12/1998.
- Les créances en souffrance dégagent un solde net de FCFA 2 380 635 933 au 31/12/1999 contre un solde net de FCFA 2 230 462 445 au 31/12/1998.

- Les intérêts sur créances douteuses ou litigieuses, évalués à F CFA 1 039 932 802 au 31/12/1999 contre F CFA 839 198 424 au 31/12/1998, ont été provisionnés à 100% au 31/12/1999.

La réglementation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants, au personnel et au Commissaire aux Comptes. La loi bancaire a fixé à 20% des fonds propres effectifs, le montant global des concours des banques pouvant être consentis aux personnes participant à leur direction, administration, gérance, contrôle ou fonctionnement.

En vertu de l'article 35, alinéa 3 de la loi bancaire N° 90-74/AN-RM portant réglementation bancaire au Mali, nous vous informons que l'engagement des administrateurs s'élève au 31/12/1999 à F CFA 322,3 millions et se répartit comme suit :

Administrateurs	Engagements de trésorerie	Engagements par signature	Total des engagements
• En nom personnel			
Boureima SYLLA	4,2	-	4,2
Alpha H. GAMBY	122,4	-	122,4
Amadou SIMAGA	-	48,1	48,1
<b>S/Total (1)</b>	<b>126,6</b>	<b>48,1</b>	<b>174,7</b>
• En société			
SOACAP	51,8	88,9	140,7
KOUMALIN	6,9	-	6,9
<b>S/Total (2)</b>	<b>8,75</b>	<b>88,9</b>	<b>147,6</b>
<b>Total (1+2)</b>	<b>185,3</b>	<b>137</b>	<b>322,3</b>

Le total des engagements des administrateurs de la Banque au 31/12/1999 est de 322,3 millions de F CFA contre 98,3 millions de F CFA au 31/12/1998.

De même, l'engagement des personnes participant au contrôle et au fonctionnement de la Banque se chiffre à F CFA 145 millions et se répartit comme suit :

## Personnes participant au contrôle et au fonctionnement (en millions de francs CFA)

Crédits	Commissaire aux comptes	Cadres moyens et supérieurs	Total
1 - Montant concours par caisse	8	116	124
2 - Engagements par signature	21	-	21
<b>Total engagements (1+2)</b>	<b>29</b>	<b>116</b>	<b>145</b>

Le total des engagements aux personnes participant à la direction, à l'administration, la gérance, le contrôle et le fonctionnement de la BANK OF AFRICA – MALI se chiffre à 467 millions de F CFA, et se décompose comme suit :

- 309 millions de F CFA de concours par caisse,
- 158 millions de F CFA d'engagements par signature.

Le rapport total engagements sur les fonds propres effectifs pour la BANK OF AFRICA – MALI se situe au 31/12/1999 à 13% contre 11,4% à la clôture de l'exercice précédent.

Les fonds propres effectifs de l'établissement sont de 3 472 millions de F CFA au 31/12/1999.

### ***Vérifications et Informations Spécifiques :***

#### **Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et comptes annuels**

Nous avons procédé conformément aux normes, aux vérifications spécifiques prévues par l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique.

A l'issue de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux associés sur la situation financières et les comptes annuels.



## Informations spécifiques

- Au cours de l'exercice sous revue, nous avons noté la libération de la totalité des souscriptions d'actions découlant de l'augmentation du capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 décembre 1998 pour F CFA 600 000 000. Il s'agissait en fait de 120 000 Actions au prix unitaire de 5 000 F CFA.
- Il a été procédé au cours de l'exercice 1999 à une distribution de bénéfice égale à 8,5% du capital soit F CFA 119 000 000 au titre de dividendes nets à payer aux actionnaires de la banque.

L'IRVM payé sur ces dividendes s'est élevé à F CFA 13 160 000 soit 10% de la valeur des dividendes versés conformément à la résolution du Conseil d'Administration du 24 avril 1999, qui fixe cette valeur à F CFA 132 160 000.

- La décision par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 décembre 1998 (en sa 3<sup>ème</sup> résolution) de mettre les statuts de la BANK OF AFRICA en harmonie avec les nouvelles dispositions de l'OHADA a été appliquée. En effet, nous avons pu obtenir au cours de notre mission, une copie des dits statuts modifiés conformément au référentiel OHADA.

Les articles visés étaient les suivants :

Article 16 alinéa 4, Article 17, Article 19 alinéa 3, Article 20 alinéa 4 et 5, Article 36 alinéa 1, Articles 28, 29, et 48.

Par ailleurs, nous soulignons que la BANK OF AFRICA a fait l'objet en 1999 d'un redressement fiscal sur l'exercice 1998. La confirmation de redressement affiche les résultats suivants :

	F CFA		
Au titre des Droits Simples	85 496 656		
Au titre des pénalités	77 604 106		
<b>Total</b>	<b>163 100 762</b>		

Bamako, le 24 mars 2000

## Pour le Commissaire aux Comptes

Cheikh A. CISSE  
Le directeur associé de bureau  
Comptable agréé

SARECI  
Société d'Assistance et de Révision d'Expertise Comptable et d'Informaton SARL

## **Rapport spécial des commissaires aux comptes**

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un de ses administrateurs ou un directeur général ou un directeur général adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, administrateur général, ou administrateur général adjoint, directeur général ou directeur général adjoint de la personne morale contractante.

Votre Conseil d'Administration n'a pas porté à notre connaissance l'existence d'autres conventions que celles déjà autorisées à savoir :

- la reconduction du contrat d'assistance technique de AFH Services et la prolongation de sa durée qui porte désormais sur 5 ans renouvelables,
- l'Accord pour un programme d'intervention de la Cellule Centrale d'Inspection et de Formation (CCIF) de la société AFH Services,
- l'aménagement du texte de l'article 7 de la convention d'assistance technique AFH signée le 04 Novembre 1996.

Par ailleurs, nous vous informons que le montant global de l'engagement (trésorerie et signature) des administrateurs est passé de F CFA 98,3 millions au 31/12/1998 à F CFA 322,3 millions au 31/12/1999, soit une variation nette de F CFA 224 millions. Le détail se présente comme suit :

	31/12/1999	31/12/1998
Bouréima SYLLA + SOPROMA	4,2	3,7

Paul DERREUMAUX	-	0,2
Alpha H. GAMBY (G. Auto + SNTPM)	122,4	18
Amadou SIMAGA	48,1	76,1
SOACAP	140,7	-
KOUMALIN	6,9	-
<b>Total</b>	<b>322,3</b>	<b>98,3</b>

L'engagement par signature est de F CFA 137 millions, soit 42,51% de l'engagement total au 31 décembre 1999.

Bamako, le 24 mars 2000

## **Pour le Commissaire aux Comptes**

Cheikh A. CISSE  
Le directeur associé de bureau  
Comptable agréé

SARECI  
Société d'Assistance et de Révision d'Expertise Comptable et d'Information SARL

## Bilan

Bilan comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

### Actif

Actif	Exercice 1998	Exercice 1999
Caisse	2 600 136 608	1 585 542 217
Créances interbancaires	12 613 951 858	14 985 839 800
• A vue	12 193 951 858	14 675 839 800
· Banque centrale	5 240 515 717	8 198 544 249
· Centre de chèques postaux		
· Autres établissements de crédit	6 953 436 141	6 477 295 551
• A terme	420 000 000	310 000 000
Créances sur la clientèle	24 320 159 396	27 686 433 297
• Portefeuille d'effets commerciaux	1 299 201 680	1 533 290 603
· Crédits de campagne		
· Crédits ordinaires	1 299 201 680	1 533 290 603
• Autres concours à la clientèle	10 260 066 019	10 445 267 004
· Crédits de campagne	1 890 750 753	1 322 059 785
· Crédits ordinaires	8 369 315 266	9 123 207 219
• Comptes ordinaires débiteurs	12 760 891 697	15 707 875 690
• Affacturage		
Titres de placement	2 177 310 000	1 311 610 000

Immobilisations financières	1 445 361 684	1 357 513 063
Crédit-bail et opérations assimilées		
Immobilisations incorporelles	81 477 367	141 688 281
Immobilisations corporelles	2 466 336 065	3 319 378 823
Actionnaires et associés	600 000 000	
Autres actifs	2 404 465 228	1 781 216 341
Comptes d'ordre et divers	1 448 717 919	1 484 520 606
<b>Total de l'actif</b>	<b>50 157 916 125</b>	<b>53 653 742 428</b>

Hors Bilan	Exercice 1998	Exercice 1999
Engagements donnés	18 967 504 472	18 227 795 920
• Engagements de financement	3 181 161 456	2 511 552 263
• Engagements de garantie	15 786 343 016	15 716 243 657
• Engagements sur titres		

## Passif

Passif	Exercice 1998	Exercice 1999
Dettes interbancaires	3 063 603 229	5 661 252 794
• A vue	2 248 832 280	2 071 231 845
• Trésor public, CCP		
• Autres établissements de crédit	2 248 832 280	2 071 231 845

• A terme	814 770 949	3 590 020 949
Dettes à l'égard de la clientèle	42 799 403 852	43 389 337 930
• Comptes d'épargne à vue	8 388 762 445	9 312 471 605
• Comptes d'épargne à terme		
• Bons de caisse		
• Autres dettes à vue	29 927 527 676	29 301 336 875
• Autres dettes à terme	4 483 113 731	4 775 529 450
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	544 341 335	442 517 661
Comptes d'ordre et divers	109 418 068	185 888 756
Provisions pour risques et charges	44 200 000	44 200 000
Provisions réglementées		
Subventions d'investissements		
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capital	2 000 000 000	2 000 000 000
Primes liées au capital		
Réserves	181 117 144	266 696 789
Écarts de réévaluation		
Report à nouveau	845 301 528	1 198 092 852
Résultat de l'exercice	570 530 969	465 755 646

Total du passif	50 157 916 125	53 653 742 428
-----------------	----------------	----------------

Hors bilan	Exercice 1998	Exercice 1999
Engagements reçus	18 796 211 187	22 431 130 691
• Engagements de financement		
• Engagements de garantie	18 796 211 187	22 431 130 691
• Engagements sur titres		

## Résultat

Comptes de résultat comparés des deux derniers exercices (en F CFA)

### Charges

Charges	Exercice 1998	Exercice 1999
Intérêts et charges assimilées	805 993 545	808 799 995
• Sur dettes interbancaires	154 301 286	118 078 484
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	564 145 249	685 731 185
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées	87 547 010	4 990 326
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions		
Charges sur opérations financières		
• Charges sur opérations de change		
Charges diverses d'exploitation bancaire	2 147 200 871	2 544 602 109
Frais généraux d'exploitation	2 147 200 871	2 544 602 109
• Frais de personnel	963 854 927	1 066 354 454
• Autres frais généraux	1 183 345 944	1 478 247 655
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	156 897 760	142 908 018
Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	1 380 452 948	1 102 759 540
Excédent des dotations sur les reprises du fonds		



pour risques bancaires généraux		
Charges exceptionnelles	260 795 657	56 924 127
Pertes sur exercices antérieurs	172 672 913	245 680 682
Impôts sur les bénéfices	387 992 769	312 686 887
Résultat de l'exercice	570 530 969	465 755 646
Total des charges	5 882 537 432	5 680 117 004

## Produits

Produits	Exercice 1998	Exercice 1999
Intérêts et produits assimilés	3 236 789 349	3 728 334 391
• Sur créances interbancaires	173 622 357	144 852 066
• Sur créances sur la clientèle	3 063 166 992	3 583 482 325
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	223 275 195	247 508 931
Produits sur opérations financières	2 045 304 842	1 411 950 593
• Produits sur titres de placement	140 703 047	94 416 552
• Produits sur opérations de change	1 212 388 187	353 829 638
• Produits sur opérations de hors bilan	692 213 608	963 704 403

Produits divers d'exploitation bancaire	194 572 217	211 317 461
Produits généraux d'exploitation		
Reprises d'amortissements et de provisions sur immobilisations		
Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances et du hors bilan		
Excédent des reprises sur les dotations du fonds pour risques bancaires généraux		
Produits exceptionnels	44 856 984	19 392 927
Profits sur exercices antérieurs	137 738 845	61 612 701
Résultat de l'exercice		
<b>Total des produits</b>	<b>5 882 537 432</b>	<b>5 680 117 004</b>

## Produits & Charges

Produits & Charges	Exercice 1998	Exercice 1999
Intérêts et produits assimilés	3 236 789	3 728 334
• Sur créances interbancaires	173 622	144 852
• Sur créances sur la clientèle	3 063 167	3 583 482
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Intérêts et charges assimilées	805 994	808 800

• Sur dettes interbancaires	154 301	118 078
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	564 145	685 731
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées	87 547	4 990
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Marge d'intérêt	2 430 796	2 919 534
Produits de commissions	223 275	247 509
Charges de commissions		
Résultat net des commissions	223 275	247 509
Résultats nets sur		
• Opérations sur titres de placement	140 703	94 417
• Dividendes et opérations assimilées		
• Opérations de change	1 212 388	353 830
• Opérations de hors bilan	692 214	963 704
Résultat net sur opérations financières	2 045 305	1 411 951
Autres produits d'exploitation bancaire	194 572	211 317
Autres charges d'exploitation bancaire		
Autres produits d'exploitation non bancaire		
Autres charges d'exploitation non bancaire		
Frais généraux d'exploitation	2 147 201	2 544 602

• Frais de personnel	963 855	1 066 354
• Autres frais généraux	1 183 346	1 478 248
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	156 898	142 908
Reprises sur amortissements et provisions sur immobilisations		
Résultat brut d'exploitation	2 589 849	2 102 801
Résultat net des corrections de valeur	-1 380 453	-1 102 760
Excédent net des dotations et reprises sur FRBG		
Résultat courant (avant impôt)	1 209 396	1 000 042
Résultat exceptionnel	-215 939	-37 531
Résultat sur exercices antérieurs	-34 934	-184 068
Impôts sur les bénéfices	-387 993	-312 687
Résultat net de l'exercice	570 531	465 756

## Résolutions

Adoptées par l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 mai 2000

### Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général du Commissaire aux Comptes sur l'exercice 1999, les approuve dans toutes leurs parties et approuve les comptes et le bilan de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces Rapports.

Cet exercice 1999 se solde par un bénéfice de 465 755 646 F CFA après une dotation aux amortissements de 142 908 018 F CFA et après paiement de l'impôt sur les bénéfices de 312 686 887 F CFA.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur les Conventions visées par l'article 35 de la loi du 27 juillet 1990 et par l'article 440 de l'Acte uniforme de l'OHADA, approuve sans réserve ledit Rapport.

En conséquence l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres de Conseil d'Administration pour leur gestion et pour les actes accomplis par eux au cours de l'exercice 1999.

Elle donne également quitus au Commissaire aux comptes pour l'exécution de son mandat au cours du même exercice.

### Deuxième résolution

Selon les propositions du Conseil d'Administration l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit de la totalité du bénéfice net de l'exercice et du report à nouveau antérieur.

	En F CFA
Résultat de l'exercice	465 755 646
Réserve légale	69 863 347
Report à nouveau antérieur	1 198 092 852
Dividende	220 000 000

Réserve facultative	1 200 000 000
Report à nouveau	173 985 151

### **Troisième résolution**

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale décide que, après règlement à l'Etat de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 10% sur le dividende brut, il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende net correspondant à une rémunération de 495 F CFA par action de 5 000 F CFA. Le paiement de ce dividende s'effectuera au Siège Social à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2000 par estampillage du coupon N° 10 de l'action remise à chaque actionnaire.

### **Quatrième résolution**

L'Assemblée Générale décide de maintenir inchangé le montant unitaire net de 300 000 F CFA des indemnités de fonction versées à chaque Conseil à chaque Administrateur présent.

L'Assemblée Générale confère à tout porteur d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée, tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

## **Annexes**

### **1 Note sur les principes et méthodes comptables**

#### **Présentation des comptes**

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA – MALI sont établis selon les règles définies par la Banque centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux banques des Etats de l’Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1990.

Les comptes sociaux au 31 décembre 1999 ont été présentés selon les mêmes méthodes d’évaluation que celles de l’exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et à celles de la BCEAO.

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

#### **Conversion des comptes du bilan libellés en devises**

Les créances et les dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en F CFA aux cours de change du 31/12/1999, cours communiqués par l’Agence Nationale de la Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO).

#### **Les opérations et positions en devises**

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté mensuel ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants, et le résultat de change est enregistré directement au compte de résultat.

Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en F CFA dès la réception des avis d’encaissement ou paiement.

#### **Les intérêts et les commissions bancaires**

Les produits et charges ont fait l’objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de la séparation des exercices.

Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

#### **Comptes de la clientèle**

Le classement de ces comptes par activités, sociétés, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc, n’a pas subi de modification.

Les crédits à la clientèle comprennent, d’une part les créances commerciales, les crédits à court, moyen et long terme et, d’autre part, les comptes débiteurs de la clientèle.

Tous les comptes débiteurs en souffrance ont fait l’objet d’une attention particulière et

des provisions pour dépréciation conséquentes ont été constituées. Le taux retenu varie entre 20 et 100% selon la nature du risque et suivant les recommandations de la Banque Centrale. Le taux moyen des provisions au 31/12/99 est passé de 82 à 87%.

Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans effet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

## Les immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire :

Frais d'établissement	33 1/3%
Constructions	10%
Matériel de transport	33 1/3%
Aménagements installations	20%
Mobilier et matériel de bureau	10-20%
Outillage (selon nature)	10%
Matériel informatiques	20%

Les réparations et entretiens intervenus sur les immobilisations, notamment sur le mobilier et le matériel informatique, sont enregistrés en charges.

## 2 Observations sur le bilan

### 2.1 Opérations avec les établissements de crédit

#### Opérations avec les établissements de crédit

Echéance	Au 31/12/1998*		Au 31/12/1999*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	12 494	2 249	14 676	2 071
De 1 mois à 3 mois				



De 3 mois à 6 mois				
De 6 mois à 2 ans	120	815	60	665
De 2 ans à 5 ans			250	
Plus de 5 ans				2 925
Total	12 614	3 064	14 986	5 661

## 2.2 Opérations avec la clientèle

### 2.2.1. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Echéance	Au 31/12/1998*		Au 31/12/1999*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	17 245	41 771	17 334	40 879
De 1 mois à 3 mois	2 620	999	1 534	319
De 3 mois à 6 mois	312			705
De 6 mois à 2 ans	1 583	29	3 954	686
De 2 ans à 5 ans	193		2 086	800
Plus de 5 ans	180		397	
Créances en souffrance	2 187		2 381	
Total	24 320	42 799	27 686	43 389

### 2.2.2. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

### 2.2.3. Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/1998*	Au 31/12/1999*
Créances douteuses	8 347	8 915

Provisions pour Dépréciation	-6 665	-7 669
Créances douteuses nettes	1 682	1 246

## 2.3 Immobilisations financières

## 2.4 Immobilisations incorporelles

Nature	Au 31/12/98*	Augmen- tations*	Diminu- tions*	Au 31/12/99*
Immobilisations brutes	256	84		340
Amortissements cumulés	-175	-23		-198
Total net	81	61		142

## 2.5 Immobilisations corporelles

Nature	Au 31/12/98*	Augmen- tations*	Diminu- tions*	Au 31/12/99*
Immobilisations brutes	3 704	988	64	4 627
• Immobilisations en cours	1 569	779		2 348
• Immobilisations d'exploitation	1 334	178	55	1 457
• Immobilisations hors exploitation	115	16	9	122
• Immobilisations par réalisation de garantie	686	15		700
Amortissements	1 237	119	49	1 308
• Immobilisations en cours				
• Immobilisations d'exploitation	1 130	91	49	1 172

• Immobilisations hors exploitation	86	7		93
• Immobilisations par réalisation de garantie	21	21		42
Total net	2 467			3 319

## 2.6 Autres Actifs/Passifs

### 2.6.1. Autres actifs

Nature	1998*	1999*
Débiteurs divers	242	314
Valeurs non imputées		1
Valeurs à l'encaissement	1 991	1 364
Valeurs à rejeter en compensation		
Dépôts et cautionnements		
Stocks et emplois divers	-3	
Créances rattachées	174	102
<b>Total</b>	<b>2 404</b>	<b>1 781</b>

### 2.6.2. Autres passifs

Nature	1998*	1999*
Dettes fiscales	418	342
Dettes sociales		42
Créditeurs divers	3	7
Dettes rattachées	38	51
Divers	85	
<b>Total</b>	<b>544</b>	<b>443</b>

## 2.7 Comptes d'ordre et divers

### 2.7.1. Actif

Comptes d'ordre et divers actif	1998*	1999*
Charges comptabilisées d'avance	69	129
Produits à recevoir		
Divers	1 380	1 356
<b>Total</b>	<b>1 449</b>	<b>1 485</b>

## 2.7.2. Passif

Comptes d'ordre et divers passif	1998*	1999*
Charges à payer	17	60
Produits perçus d'avance	8	117
Divers	84	9
<b>Total</b>	<b>109</b>	<b>186</b>

## 2.8 Provisions pour risques et charges

Nature	Au 31/12/98*	Dotations*	Reprises*	Au 31/12/2004*
Charges de retraite				
Engagements par signature				
Pertes et charges	44			44
<b>Total</b>	<b>44</b>			<b>44</b>

## 2.9 Capitaux propres

### 2.9.1. Détail des capitaux propres

Nature	Montant	Affectation	Autres	Montant
--------	---------	-------------	--------	---------

	Au 31/12/98*	du resultat*	mouvements*	Au 31/12/99*
F.R.B.G.				
Primes liées au capital				
Réserve légale	181	86		267
Réserves règlementées				
Autres réserves				
Capital social	2 000			2 000
Report à nouveau	845	353		1 198
Résultat 98	571	-571		
Résultat 99				
Total	3 597	-133		3 464

## 2.9.2. Le fonds pour risques bancaires généraux

## 2.9.3. Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA - MALI s'élève à 2 000 millions de F CFA. Il est composé de 400 000 titres d'une valeur nominale de 5 000 F CFA. La structure de l'actionariat est la suivante :

Actionnaires	Structure
Actionnaires privés nationaux	57,8%
AFRICAN FINANCIAL HOLDING	29,7%
BOA-BENIN	3,3%
UNIFIDA	6,9%
PROPARCO	2,5%

## 3 Engagements hors bilan

Nature	1998*	1999*	Variation
Engagements donnés	18 969	18 228	-3,91%
• Engagements de financement	3 181	2 512	-21,05%
• Engagements de garantie	15 788	15 716	-0,45%
• Engagements sur titres			
Engagements reçus	18 797	22 431	
• Engagements de financement			
• Engagements de garantie	18 797	22 431	19,33%
• Engagements sur titres			

## 4 Observations sur le compte de résultats

### 4.1 Intérêts et produits assimilés

Nature	1998*	1999*
Sur créances interbancaires	174	145
• A vue	174	144
• A terme		1
Sur créances de la clientèle	3 063	3 583
• Créances commerciales	119	248
• Autres crédits à court terme	503	417
• Comptes ordinaires débiteurs	2 246	2 725
• Crédits à moyen terme	195	193

Total	3 237	3 728
-------	-------	-------

## 4.2 Intérêts et charges assimilées

Nature	1998*	1999*
Sur dettes interbancaires	242	123
• A vue	44	54
• A terme	198	69
Sur dettes à l'égard de la clientèle	564	686
• A vue	423	547
• A terme	141	139
Total	806	809

## 4.3 Commissions

Nature	1998*	1999*
Commissions perçues (produits)	223	248
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires		
• Sur opérations avec la clientèle	223	248
Commissions versées (charges)		
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires		
• Sur opérations avec la clientèle		

## 4.4 Frais généraux d'exploitation

### 4.4.1. Frais de personnel



Nature	1998*	1999*
Salaires et traitements	747	854
charges sociales	217	212
Total	964	1 066

#### 4.4.2. Autres frais généraux

Nature	1998*	1999*
Impôts, taxes et versements assimilés	72	73
Redevance de crédit-bail		139
Loyers	78	82
Entretien et réparations	70	70
Primes d'assurance	88	73
Intermédiaires et honoraires	242	329
Publicité, publications et relations publiques	28	53
Déplacements missions et réceptions	95	109
Frais postaux et frais de télécommunications	132	154
Achats non stockés de matières premières et fournitures	248	249
Jetons de présence	4	5
Moins values de cessions		1
Autres frais généraux	126	144
Total	1 183	1 478

## 4.5 Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Nature	1998*	1999*
Dotations aux amortissements		
• Des immobilisations d'exploitation	157	115
• Des immobilisations hors exploitation		29
Reprises		
<b>Total</b>	<b>157</b>	<b>143</b>

## 4.6 Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan

Nature	1998*	1999*
Dotations aux provisions sur créances en souffrance	1 740	1 532
Dotations aux provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif		
Dotations aux provisions pour risques et charges		97
Pertes sur créances irrécouvrables	503	245
Reprises de provisions sur créances en souffrance	-863	-539
Reprises de provisions sur autres éléments d'actif		-231
Reprises de provisions pour risques et charges		
Récuperations sur créances amorties	-1	
<b>Total</b>	<b>1 380</b>	<b>1 103</b>

## 5 Autres informations

### 5.1 Effectifs moyens

Catégories	1998	1999
Cadres expatriés	1	1
Cadres locaux	44	45
Gradés	74	76
Employés	18	6
Personnel non bancaire		15
Personnel temporaire		
Total	137	143

## 5.2 Contrevaieur des comptes en devises

Nature	1998*	1999*
Actif		
Opérations de trésorerie	6 216	5 344
• Billets et monnaies	380	106
• Correspondants bancaires	5 836	5 238
Valeurs à l'encaissement et divers	401	884
Passif		
Opérations de trésorerie	1 725	1 360
• Correspondants bancaires		762
• Refinancements	1 725	598
• Autres sommes dues		

Opérations avec la clientèle		
• Comptes ordinaires		

### 5.3 Affectation des résultats de l'exercice 1999

Les résultats de l'exercice 1999 ont été affectés comme suit :

Nature	1998	1999
Résultat de l'exercice	465 755 646	
Réserve légale		69 863 347
Report à nouveau antérieur	1 198 092 852	
Dividende		220 000 000
Réserve facultative		1 200 000 000
Nouveau report à nouveau		173 985 151

## 6 Résultat des cinq derniers exercices

Nature	1995	1996	1997	1998	1999
Capital en fin d'exercice					
• Capital social*	1 400	1 400	1 400	2 000	2 000
• Nombre des actions ordinaires existantes	0,28	0,28	0,28	0,40	0,40
Opérations et résultats de l'exercice*					
• Chiffre d'affaires	3 971	4 697	4 963	5 902	5 599
• Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	2 105	2 035	2 029	2 856	2 246
• Impôt sur les bénéfices	270	31	184	388	313
• Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	495	24	342	571	466
Résultat par action (en milliers de F CFA)					
• Après impôts, avant amortissements et provisions	6 555	7 155	6 589	6 169	4 279
• Après impôts, amortissements et provisions	495	84	1 123	1 426	1 164
Personnel					
• Effectifs moyens des salariés pendant l'exercice	117	147	139	135	148
• Montant de la masse salariale de l'exercice	658	767	640	747	854
• Sommes versées au titre des avantages sociaux	40	73	72	92	73

\* En millions de F CFA